

Les fédérations syndicales internationales se préparent aux futurs marchés de la mobilité

Il y sera probablement question de syndicalisation, de Transition Juste et de lutte contre l'emploi précaire. Comment, dès lors, les syndicats doivent-ils innover et se transformer pour atteindre ces objectifs ?



Les concepts de mobilité du futur, notamment la mobilité servicielle (de l'anglais « Mobility as a Service » ou MaaS) dans un contexte urbain, seront assez différents de ce que nous connaissons aujourd'hui – plus de services en partage, moins de mobilité individuelle, connectivité numérique entre les personnes, les véhicules et les infrastructures, véhicules sans conducteur.

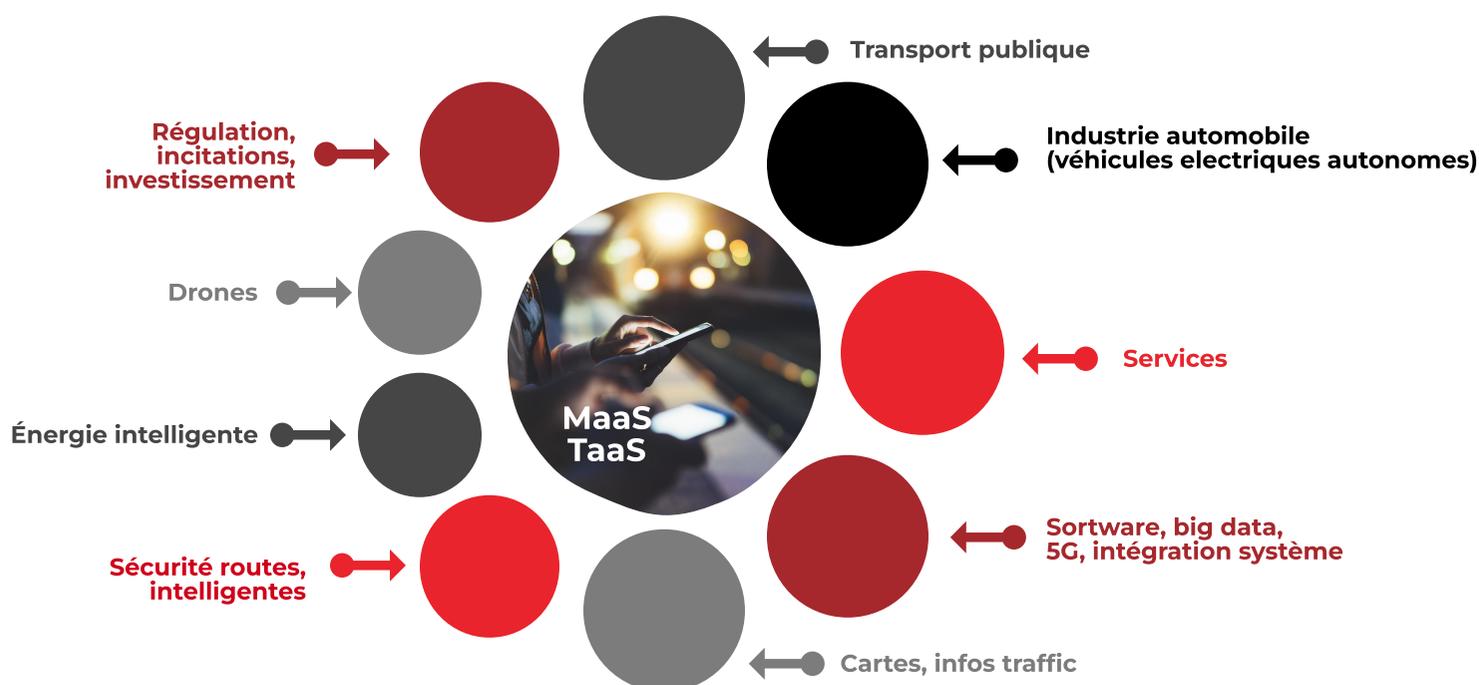


La numérisation, l'urbanisation, le changement climatique, les nouvelles habitudes de mobilité et l'engorgement des réseaux routiers figurent parmi les principaux moteurs de ce changement.

Des différences existent également entre les intérêts spécifiques des différents acteurs – les grandes entreprises technologiques rêvent de systèmes intégralement numérisés et automatisés, les sociologues et les urbanistes conçoivent des villes nouvelles avec beaucoup moins de trafic et de routes. Certains groupes tablent sur une réduction drastique des émissions de gaz à effet de serre dans le secteur du transport, tandis que les navetteurs privilégient des solutions de transport plus flexibles.

L'avenir a déjà commencé avec l'ubérisation de la mobilité. Des plateformes mettant en relation chauffeurs et usagers, avec des conditions de travail précaires pour leurs chauffeurs et autres personnels de service.

Mobilité servicielle (MaaS)/ Transport serviciel (TaaS): éléments d'un réseau d'approvisionnement



Les discussions ont été centrées sur trois questions principalement

Un webinaire organisé le 22 novembre 2021 a marqué le coup d'envoi d'un projet de trois ans, mené conjointement par IndustriALL Global Union, la Fédération internationale des ouvriers du transport et UNI Global Union, en étroite collaboration avec la fondation allemande Friedrich Ebert Stiftung (FES), afin de déterminer quelles stratégies syndicales sont nécessaires pour garantir des conditions de travail et de rémunération décentes à l'avenir.

Le webinaire, qui a rassemblé plus de 100 syndicalistes et experts de 31 pays du monde entier, a constitué un point de départ idéal pour des échanges entre les syndicats d'un large éventail de secteurs liés à la mobilité : parmi eux, l'industrie automobile, les transports publics, les chauffeurs d'autocars, les chauffeurs de taxis, les centres d'appels, les services de covoiturage, les centres de services aux entreprises et bien d'autres encore. En général, tout le monde a convenu qu'il était grand temps pour les syndicats de prendre le sujet à bras le corps au niveau mondial et de définir des revendications et des stratégies communes.

- 1** Quel rôle les grandes entreprises technologiques joueront-elles sur les marchés futurs et quelles réglementations sont nécessaires pour garantir des conditions de concurrence équitables entre les différents acteurs du marché, ainsi que pour garantir les droits des travailleurs et des conditions de travail et de rémunération décentes ?
- 2** Comment mettre au point une approche de réseau d'approvisionnement, afin de permettre une coopération fructueuse et efficace entre les syndicats représentant le secteur de la mobilité future sous tous ses angles ?
- 3** Comment mettre en œuvre un concept de Transition juste pour fournir une formation et un soutien à la main-d'œuvre existante et ainsi garantir son employabilité future ?

De nombreuses questions ont été posées à propos du nombre et de la localisation des pertes d'emplois prévisibles, mais aussi des nouveaux emplois. En outre, les rapports de force anticipés entre les acteurs traditionnels (industrie automobile, transports publics, services de taxis, etc.) et les nouveaux acteurs (entreprises technologiques, fournisseurs de services, etc.) ont suscité de vifs débats. Une équipe de scientifiques expérimentés a été chargée d'élaborer une étude connexe.

Les résultats de ces travaux seront présentés le 17 mai et seront débattus dans le cadre d'un atelier mondial plus tard dans l'année, probablement fin septembre.

Une politique d'intégration de la dimension de genre sera appliquée, ainsi que le principe d'équilibre des points de vue et des contributions des pays du Nord et du Sud. Deux observateur.trice.s seront désigné.e.s pour veiller au bon déroulement des travaux.

